



Bulletin de StreetNet

No. 16 Juillet, 2009

Lutte pour sauvegarder le marché de Warwick

Suivant la décision de la réunion des partenaires de la Campagne Villes du Niveau Mondial pour Tous (VNMT) tenue du 17 au 19 Mars 2009 à Johannesburg, Nkosinathi Jikeka, organisateur de la campagne, a été désigné pour organiser au mois d'Avril des manifestations visant à exiger que le Directeur Général de la Municipalité d'eThekweni (Durban) engage un réel processus de consultation sur son projet de démolir le marché de Warwick en Mai. La démolition a été justifiée par la construction d'une galerie commerciale d'une valeur de 400 million de Rands, dans un délai suffisant pour pouvoir bénéficier du financement lié à l'organisation de la Coupe du Monde de la FIFA, accélérée pour respecter les délais de la FIFA.

Plusieurs demandes ont été adressées à la police lors de la campagne VNMT pour obtenir l'autorisation de réaliser une marche, tenir un piquet de protestation et une manifestation silencieuse. Cependant, toutes les demandes furent refusées. Le lundi 20 Avril, plus de 300 vendeurs de rue se sont réunis au jardin dit de Botha et ont marché vers le marché de Warwick, pour exprimer leur solidarité envers les vendeurs de marché qui ont reçu la notification de relocalisation vers un site vacant pour permettre la construction d'une galerie commerciale sur le site actuel du marché de Warwick, vieux de 99 ans. Plus tard, une conférence de presse s'est tenue par les partenaires de la campagne VNMT, à savoir les organisations de vendeurs informels, l'Association des vendeurs de marché de Warwick (EMMA), le Syndicat des Travailleurs des Municipalités Sud Africaines (SAMWU), l'Organisation Nationale Civique Sud Africaine (SANCO) et le Parti Communiste Sud Africain (SACP).

Un groupe de travail dirigé par la SACP et composé des organisations de vendeurs informels, des affiliés de COSATU dont SAMWU et SATAWU, acuz que SANCO; a été mis en place avec l'objectif de faire avancer le plan d'action qui consiste à demander à ce que la municipalité s'explique sur son projet de construire un complexe commercial sur le site du marché. La construction de ce complexe commercial a été publiquement critiquée, non seulement par les vendeurs informels, qui gagnent leur vie sur ce marché et ses environs, mais aussi par les architectes, les urbanistes, les universitaires ainsi que par l'organisme de protection des patrimoines publics, AMAFA. Une réunion publique organisée par le Programme pour le Développement et la Démocratie (DDP) pour débattre sur



Marche de solidarité au marché matinale à Warwick le 20 avril 2009 Photo: StreetNet

les mérites de la galerie commerciale au détriment du marché, a eu lieu le 20 Mai 2009, bénéficiant d'une large audience et de la participation de délégués de Street Net International ainsi que des vendeurs de marché.

Parlant depuis l'estrade où il se tenait, le Maire Adjoint Loggie a déclaré qu'il n'était pas au courant des préoccupations des vendeurs de marché concernant leur imminente expulsion, concernant le manque de consultation par les autorités municipales et la présentation du plan de construction du complexe commercial comme un fait accompli. En réponse, les vendeurs ont annoncé à cette réunion qu'ils conduiraient une marche de protestation jusqu'à la Mairie.

Une demande formelle a encore été envoyée à la mairie par l'équipe de travail de la campagne VNMT sollicitant la permission de conduire une marche pour faire passer un memorandum des demandes à la municipalité le mercredi, 26 Mai 2009. Encore une fois, la permission pour la marche fut refusée par la Municipalité alors qu'un groupe

d'environ 300 vendeurs de marché s'étaient déjà réuni avec des pancartes, prêt à marcher jusqu'à la Mairie. Lorsque la police est intervenue pour dire sans aucune explication que la permission avait été refusée, les vendeurs de marché de Warwick ont marché en petit groupes de 15 personnes jusqu'à la Mairie; et malgré tous les obstacles, réussirent à remettre le Mémoire des revendications au Directeur Général adjoint de la Municipalité. Les vendeurs de marché ont attendu à l'extérieur de la Mairie pendant que la délégation de la campagne VNMT discutait de l'expulsion des vendeurs de marché de Warwick. Ils ont demandé que le chef de l'Exécutif de la municipalité vienne s'expliquer devant les vendeurs et ont aussi demandé un moratoire sur leur expulsion.

C'est alors que l'on annonça que, le chef de l'Exécutif de la Municipalité n'étant pas présent, une autre réunion aurait lieu la semaine suivante, le 3 juin, pour discuter du Mémoire des Demandes.

Sit-in au Marché

Les officiels de la municipalité ont annoncé, avec un mégaphone aux vendeurs de marché de Warwick devraient quitter le marché le 28, allant ainsi à l'encontre de la promesse faite par la Mairie selon laquelle l'expulsion des vendeurs serait suspendue jusqu'à la date de la réunion entre les vendeurs et le chef de l'Exécutif de la municipalité, Mike Sutcliffe. Ceci a causé des dégâts.

Le Vendredi, 29 Mai, lors d'une réunion mise en place par l'Association des vendeurs de marché de Warwick (EMMA), les vendeurs ont décidé de commencer un sit-in au marché jusqu'au jour de la

réunion de Mercredi. Ils ont organisé un sit-in dans le marché et ont refusé de rentrer chez eux le samedi, qui était la date limite fixée pour leur rélocalisation vers un site temporaire composé de marquis et situé non loin de l'avenue Alice. A 19h00, la police est entrée dans le marché utilisant des lacrymogènes et ayant recours à la violence contre les vendeurs de marché qui avaient résisté, les forçant ainsi à quitter le marché. Suite à la mauvaise publicité faite par la presse et aux poursuites judiciaires engagées par l'EMMA pour les blessures et dommages causés aux vendeurs de marché, la Mairie a accepté de laisser les vendeurs continuer à vendre tout en déclarant à la presse qu'ils ne n'abandonneraient pas leur projet de construction de complexe commercial.

Deux recommandations ont émergé de la réunion de la délégation de VNMT avec le Directeur Général de la municipalité. La Mairie devrait revoir sa décision de construire le centre commercial et une visite sur site devrait être conduite pour examiner les raisons pour lesquelles le marché devrait être démolit, et aussi examiner les problèmes relatifs au site temporaire proposé pour la relocalisation des vendeurs de marché.

La Municipalité a par la suite délivré un préavis aux vendeurs de marché détenant des permis de vente, leur demandant de partir d'ici la fin du mois de Juillet.

Exclusion des vendeurs sans permis

Les vendeurs de marché continuent à vendre dans des conditions impossibles puisque 60-70% d'entre eux n'ont pas de permis de vente. Ceci est le résultat d'une gestion obsolète du marché par la Municipalité. Celle-ci a déclaré qu'elle utiliserait les

Editeurs: Asha Moodley, Lou Haysom
Arrangeuse: Lou Haysom
StreetNet International
1008 Salmon Grove Chambers
407 Smith Street
Durban 4001
Telephone (27) 31 3074038 Fax (27) 31 306 7490
e-mail address - info@streetnet.org.za
Website <http://www.streetnet.org.za>

Collaborateurs
Jacqueline Kasunzu and Abigael Bitondo Aimée, ASSOVACO, DRC.
Monica Gazaro Scott, StreetNet International
Orlando Jose Mercado Mendoza, Syndicat des Cambistes de Managua, Nicaragua
FUTJOPOCIF, Dominican Republic
FOTSSIEH, Honduras
NASVI, L'Inde

Dans ce Numéro

| | |
|---|----------------|
| Lutte pour sauvegarder le marché de Warwick | Page 1 |
| l'OIIT : StreetNet en appelle à une inclusion urgente des Gouvernements locaux | Page 4 |
| Atelier de StreetNet sur les Relations d'emploi parmi les comercants informels | Page 5 |
| Session du Conseil International de StreetNet: Nouveau trésorier élu | Page 7 |
| FUTJOPOCIF, République Dominicaine, en tant que nouvel affilié | Page 8 |
| FOTSSIEH, Honduras, joint les grades de la rue | Page 9 |
| ASSOVACO, nouvel affiliée de StreetNet de l'Est de la RDC | Page 10 |
| Partenaires de la Campagne WCCA se rencontrent pour créer le plan d'action | Page 11 |
| Les Cambistes de la Plaza España expulsés par supermarché | Page 12 |
| Inde – Conférence des femmes vendeuses de SEWA | Page 12 |

permis comme moyen de pression pour fermer le marché. En parallèle les permis sont déjà utilisés pour diviser les vendeurs. Le Président de l'EMMA, Harry Ramlal, a expliqué que bien que le droit de vendre ait été accordé à certains et refusé à d'autres, la majorité des vendeurs avait décidé, de quitter le marché et se joindre à ceux qui se trouvaient exclus à l'extérieur à plusieurs reprises, fermant le marché nous-mêmes". Ramlal a déclaré que les vendeurs poursuivraient en justice la Mairie, si nécessaire, pour les avoir empêché de vendre.

Suite à la mauvaise publicité faite par la presse concernant la construction du centre commercial, le promoteur du marché appelé "Warwick Mall Pty Ltd" a exprimé ses craintes quant au fait de poursuivre la construction du marché dans le cas où le projet serait retardé jusqu'après la fin du mois de Juin.

En outre, les architectes et les urbanistes se sont montrés inquiets à plusieurs reprises du manque de consultations réelles avec les vendeurs de rue et de marché, du fait que l'évaluation de l'impact du projet sur l'environnement n'avait pas été faite, et du fait qu'AMAFA (l'organisme qui gère les patrimoines) ait aussi menacé d'imposer une lourde amende à la municipalité s'ils commençaient la démolition du marché alors que le projet du centre commercial n'avait pas été approuvé.

L'équipe de travail de la campagne VNMT exerce actuellement des pressions sur la Mairie pour que celle-ci agisse de bonne foi lors de la négociation de la résolution du conflit dans l'intérêt de restaurer le droit au travail des quelque 10.000 vendeurs informels de Warwick qui sont victimes du projet de la municipalité de développer Warwick, dans une zone où est prévue la construction d'échangeurs routiers, d'un complexe commercial de plusieurs millions de rands ainsi que d'une grande gare routière, projets pour lesquels les vendeurs ont droit d'être consultés et non simplement rayés de la carte. La Mairie affirme que la construction de ce complexe va créer 500 emplois, ceci tout en mettant sérieusement en danger la survie des vendeurs informels qui y travaillent. Tous s'accordent à dire que le développement de Warwick est vraiment nécessaire. Mais le fait d'utiliser le délai la Coupe du Monde de FIFA comme justification pour ignorer la consultation avec les vendeurs de rue et de marché ainsi que leurs organisations, et contourner les procédures légales de planification est un triste exemple affiché par les autorités locales reniant leur propres lois au moment où la récession économique devrait inciter à préserver et construire les marchés, non à les détruire.

Source: Compilé par Lou Haysom, StreetNet International

ARRETER LA PRESSION

Le gouvernement de Kwazulu – Natal ont formé une équipe chargée de négocier entre les vendeurs d'EMM et la Municipalité de Thekwini dirigé par le Ministre de Développement Economique, Mike Mabuyakhulu.



Commerçants Informels réunis avant la marche de solidarité au marché le 20 avril 2009



Procédant en bas de l'avenue de Julius Nyerere, Warwick



Mémemorandum des demandes remis à l'administrateur adjoint de la cité le 26 mai 2009



Commerçant informels avec les plaquettes devant l'Hôtel de Ville (City Hall) de Durban, le 26 mai 2009

Photos: StreetNet

Conférence du Travail de l'OIT : StreetNet en appelle à une inclusion urgente des Gouvernements locaux dans les plans de recouvrement économique

Pat Horn, Coordinatrice Internationale de StreetNet, a présenté un discours le 12 Juin, à la session plénière, pour le compte de WIEGO (Women in Informal Employment: Globalising and Organising), demandant aux gouvernements d'inclure urgemment leurs autorités locales dans les plans de recouvrement économique.

Cette intervention a attiré l'attention sur les effets de la crise mondiale sur les travailleurs de l'économie informelle – (c.à.d aussi bien les travailleurs aux salaires précaires que les travailleurs autonomes dans une économie intégrée telle que décrite dans la Clause 4 des *Conclusions de l'OIT de 2002 sur le Travail Décent et l'Economie Informelle*).

On a noté que:

Les marchés du travail dans plusieurs pays en voie de développement comptent plus de la moitié de leurs travailleurs (selon le comité de réponse à la crise, ce chiffre atteindrait en Inde les 92%) dans des situations de travail précaire et informel, tentant d'augmenter leurs maigres revenus.

- Les travailleurs informels, plus particulièrement les femmes, ont tendance à occuper le bas de la pyramide de l'économie mondiale, avec moins de protection et flexibilité que leurs homologues du secteur formel.
- La réduction des opportunités de travail dans un secteur particulier, celui des collecteurs de matériaux recyclables, qui ont été touchés par une réduction de la demande de traitement des ordures, est un exemple qui montre que le danger de l'aggravation de la pauvreté, de l'appauvrissement par perte de gagne-pain est évident.
- Plusieurs gouvernements locaux sont en train d'exacerber cette tendance car ils répondent à la crise en mettant fin aux contrats temporaires des travailleurs précaires. Ils expulsent aussi les marchands informels des espaces publics qui constituent leur lieu de travail, sans consultation préalable sur les alternatives, dans leurs tentatives mal avisées d'attirer les investissements infrastructurels en vendant les biens publics aux promoteurs immobiliers privés.
- Ceci est encore plus prononcé en Afrique du Sud où les Gouvernements locaux ferment les yeux à la crise mondiale d'emplois, dans le cadre des préparatifs de la Coupe du Monde de Football en 2010. Ce qui, non seulement détruit les moyens d'existence d'un grand nombre de travailleurs précaires et informels mais a aussi des effets négatifs sur la sécurité alimentaire des consommateurs pauvres en éliminant leur accès aux aliments frais de base et biens ménagers, étant entendu que les marchés traditionnels (au lieu d'être améliorés et modernisés) sont en train d'être remplacés par les galeries commerciales des nouvelles multinationales.



Pat Horn, Coordinatrice Internationale de StreetNet
Photo: StreetNet

Le discours a exposé les points suivants:

En rapport avec la *Déclaration de l'OIT sur la Justice Sociale pour une Mondialisation équitable*, le *Cadre de la Politique Stratégique 2010 - 2015* et le *pacte mondial d'emplois de l'OIT*, nous conseillons vivement aux gouvernements d'intégrer urgemment les autorités des gouvernement locaux dans leurs plans de recouvrement économique, et:

- Les encourager à adopter les Stratégies de Développement économique local qui encouragent la conservation d'emplois et gagne-pain existants, et promouvoir des plans locaux et innovants de protection sociale, comme leur contribution au recouvrement économique;
- Les sensibiliser sur les conséquences à moyen et à long termes de toute mesure à court termes qui a aurait comme effet (*parfois non intentionnel*) de détruire les gagne-pain, plus spécialement ceux des travailleurs les plus vulnérables, pendant la crise économique mondiale;
- Les exhorter à s'engager vivement dans un dialogue social intensif et efficace avec comme objectif de:
 - être totalement responsables devant leurs société civile constituants;
 - améliorer les niveaux de transparence sur les décisions de développement qui impliquent les biens publics;
 - engager la participation des travailleurs les plus vulnérables dans la recherche des solutions au niveau local qui contribuent aux plans nationaux de recouvrement économique.

Un dialogue social tel que celui-ci devrait compléter les autres niveaux de négociation collective et de dialogue social (*p.ex bipartite, tripartite, multipartite, national et international*) avec tous les partenaires sociaux, y compris les travailleurs de l'économie informelle organisés.

Atelier de StreetNet sur les relations de travail parmi les commerçants informels

L'atelier sur les relations de travail parmi les commerçants informels s'est tenu à Durban, en Afrique du Sud, du 18 au 20 Mai 2009 juste avant la réunion du Conseil International, et a bénéficié de la participation des délégués représentant les affiliés de StreetNet.

Les facilitatrices de cet atelier étaient Chris Bonner (WIEGO, Organisation et Développement), Deena Bosch (Campagne VNMT – campagne pour l'Action de Traitement) et Pat Horn, Coordinatrice de StreetNet International.

Les buts de l'atelier étaient de :

1. Renouveler l'engagement des affiliés de StreetNet consistant à renforcer et exécuter la Politique Organisationnelle de StreetNet et la Résolution fondatrice sur la Classe et le Genre.
2. Approfondir notre compréhension sur les différences de "classe" qui existent (même si imperceptible) sur les lieux de travail de l'économie informelle, sur les rues et dans les marchés.
3. Créer une direction de classe pour s'assurer que les programmes et activités de StreetNet demeurent beaucoup plus destinés à donner davantage de poids aux plus pauvres vendeurs de rue, vendeurs informels de marché et colporteurs (dont la majorité et les plus pauvres sont des femmes) au lieu de servir les intérêts des entrepreneurs qui appartiennent à une classe plutôt supérieure et sont en passe de devenir des entrepreneurs.
4. Mettre en place des normes de travail appropriées pour maintenir des relations de travail justes et équitables entre les commerçants informels membres des affiliés de StreetNet, et éradiquer l'exploitation à grande échelle qui caractérise souvent ce secteur.
5. Développer une analyse de classes des travailleurs de l'économie informelle (y compris les travailleurs autonomes) basée sur la principe de l'indépendance économique dont ils jouissent dans leur travail, comme base des programmes de StreetNet pour la promotion des pauvres vendeurs de rue, vendeurs informels de marché et colporteurs, y compris pour la promotion significative des femmes qui travaillent dans ce secteur.

Le premier jour, deux orateurs d'honneur ont été conviés à s'adresser aux participants de l'atelier. Rudi Dicks du Département de recherche sur les travailleurs de NALEDI, a débattu sur les défis de classe auxquels les travailleurs formels et informels font face. Zodwa Khumalo, Présidente de SASEWA, a parlé d'organiser les femmes travailleuses autonomes et les travailleurs dans l'économie informelle, et Roothren Moodley de l'Association des Vendeurs de marché de Warwick (EMMA) a parlé de la lutte menée contre la démolition des

marchés dans l'enceinte de Warwick, au centre de Durban.

Le deuxième jour, la première activité a porté sur "la Position Interne de Classe". Les participants ont préparé des affiches concernant leurs lieux de travail et ont créé une galerie d'affiches qui pouvaient servir de support au débat. Dans le cadre de la même activité, les participants ont rempli un questionnaire portant sur leurs lieux de travail. Au travers de ce questionnaire, les organisations ont pu partager les expériences de leurs lieux de travail sur les relations de travail, qui peuvent être résumés sous la forme des études des cas suivantes :

1. Le stand de marché et la petite boutique à la maison
2. La coopérative artisanale
3. Les vendeurs de rue sans sécurité sociale
4. Le travail familial
5. La sous-traitance
6. Le travail des mineurs.

A partir du questionnaire, on peut résumer les réponses comme suit :

- Il existe différents types de lieux de travail, de produits et services.
- La plupart des participants à l'atelier ne travaillent pas pour d'autres personnes, ils sont soit autonomes, travailleurs de coopératives, ou ont des assistants/employés.
- Paiement: Très peu ont des salaires fixes, et les paiements se font sous forme de nourriture; en fonction du travail réalisé, souvent sous forme de paiements irréguliers. Ces paiements sont limités par les ressources limitées de l'employeur.
- Les contrats sont pour la plupart un arrangement verbal.
- Le rôle de Gestion et de la supervision est souvent assumé par un membre de la famille (volontairement ou pas).
- Les heures de travail sont généralement très



TUICO, Tanzanie, la vue du marché



Un chargeur qui travaille au marché était un exemple d'un travailleur qui doit être protégé par les normes de travail Photo: AZIEA

longues à l'exception du Népal où la situation est telle que les règlements réduisent les heures de vente.

- Les journées chômées ne s'observent que si le marché est fermé.
- Une question a été soulevée, "est-ce que les employés/assistants appartiennent aussi à la même organisation que les personnes qui les ont engagés?"

La seconde activité comprenait une étude visant à examiner "la position externe de classe" dans laquelle une liste des acteurs économiques avec lesquels il y avait une relation de dépendance a été constituée, ceci pour établir la nature de cette dépendance. L'activité demandait aux participants de répondre aussi à d'autres questions relatives aux femmes travaillant dans l'économie informelle. Quatre acteurs économiques primaires ont été identifiés: les salariés, les syndicats, les entrepreneurs et les clients. Les acteurs économiques que les groupes ont perçu comme étant quotidiennement en relation de travail avec eux sont les fournisseurs (grossistes et détaillants), les manufacturiers et producteurs, les prêteurs d'argent, les banques ainsi que d'autres institutions financières, le gouvernement (provincial et national), le gouvernement local (y compris les autorités régissant le trafic routier) et les transporteurs.

Voici le résumé des conclusions tirées à partir des discussions des deux jours précédents:

- Tous les travailleurs travaillent pour subvenir aux besoins de leurs familles;
- Les participants ont été informés des problèmes auxquels les femmes font face en tant qu'actrices de l'économie informelle;
- Tous les acteurs économiques sont importants dans la chaîne économique et le plus souvent ils se complètent, par ex: les transporteurs,

entrepôts, travailleurs, fournisseurs, consommateurs...;

- Il est important de mettre à profit les opportunités qui se présentent pour s'organiser en tant que travailleurs;
- Les femmes sont plus honnêtes dans les affaires et souvent elles utilisent leurs revenus pour subvenir aux besoins de leurs familles/communautés;
- Il est important d'en savoir plus sur les dynamiques de la main-d'œuvre familiale;
- Les monopoles des affaires créent des dépendances pour les vendeurs de marché;
- L'importance des banques en tant que gardiens des finances;
- Nous avons appris que notre condition de travailleurs nous donne le pouvoir de nous organiser sous forme de classe ouvrière, ce qui est différent des entrepreneurs qui s'organisent en fonction des affaires;
- Nous avons appris qu'il est important de ne pas exploiter le travail des mineurs sur nos lieux de travail et que la résolution de StreetNet sur le travail des mineurs doit être respectée.

Le troisième jour, les participants à l'atelier ont mis en place des positions de classe pour le secteur.

Mise en place des positions de Classe

L'interaction avec les participants a montré qu'il existe très peu de normes de travail pour les travailleurs informels. Au Ghana et au Zimbabwe, les travailleurs informels sont protégés du point de vue légal et social. Il n'y a pas de lois pour les travailleurs informels au Kenya, mais une loi pour la protection de petites et le Parlement. En Inde, il



Les affiliés de StreetNet lors des discussions en groupes pendant l'atelier Photo: StreetNet

existe une législation pour l'enregistrement des porteurs de marché appelée Loi Nationale pour l'Emploi Garantit, et une Politique Nationale pour les Vendeurs de Rue. Il existe dans certains Etats de l'Inde des lois qui régissent les travailleurs domestiques. Il y a aussi une Politique Nationale pour la santé et l'assurance des travailleurs dans l'économie informelle. Au Mozambique, les travailleurs de l'économie informelle peuvent se faire enregistrer conformément à une loi, en remplissant un formulaire. Les taxes sont payées selon la grandeur de l'entreprise. En général, les normes du travail qui existent consistent en un droit d'organiser, d'appartenir à une association ou à un syndicat de son choix; et dans certains pays il existe même le droit au dialogue social (Commission bipartite dans un pays), le droit à la représentation (p.ex Argentine), le droit à la santé et à la sécurité (p.ex en Zambie pendant la construction des marchés – toilettes, électricité, abri, eau) protection sociale (Pérou –fonds de la municipalité à Lima pour aider les travailleurs de l'économie informelle dans la santé et la capacitation de leurs affaires, ainsi que la pension et l'assistance médicale en Argentine).

Les normes de travail pour les lieux de travail dans l'Economie Informelle

Lors de la discussion sur les normes de travail, les délégués se sont mis d'accord que la participation dans la prise de décision est une revendication clé. Mais quelles sont les normes du travail que nous allons recommander lorsque nous participons?

- **Reconnaissance du droit de travailler dans des lieux publics.**
- **Enregistrement** de tous les travailleurs informels.
- **Salaires minimum** pour les travailleurs informels engagés – comment concilier cette revendication avec la question des ressources limitées des travailleurs autonomes qui les engagent?
- **Les heures de travail** doivent être régulières. *(Une proposition défendait la journée de 8 -12 heures, négociées avec les employés. Une autre proposition faisait état de 9 heures de travail par jour plus 1 heure de déjeuner soit un total de 10 heures).*
- **Journées chômées:** Jours fériés, weekends – quelles dispositions doivent être adoptées pour ceux qui travaillent pendant ces périodes?
- **Congés:** Congé annuel, congé de maternité, congé d'études.
- **Sécurité sociale & protection:** pension, assurance, gratuité, etc.
- **Santé et sécurité:** Vêtements de protection, infrastructures médicales, bonnes conditions de travail (p.ex. eau et toilettes).
- Constituer **une structure tripartite pour lancer les négociations collectives** avec le gouvernement et les autorités, formuler les normes de travail, légiférer, superviser et exécuter les résolutions des forums tripartites.

Les défis organisationnels

Les membres de StreetNet font face au défi de garantir que tous les assistants/salariés adultes (y compris les membres de familles) qui sont engagés par les travailleurs autonomes, soient recrutés au sein des mêmes organisations de travailleurs (et élus aux postes de dirigeants) pour qu'ils puissent avoir les mêmes chances d'accès à la justice économique.

L'atelier a été suspendu à midi pour permettre aux participants d'assister à un débat public organisé par le Programme pour le Développement et la Démocratie (DDP) portant sur le projet de la Municipalité de Durban (eThekweni) de détruire les marchés du Carrefour de Warwick au coeur de Durban, et permettre aux propriétaires immobiliers privés d'ériger une galerie commerciale à temps pour la coupe du monde de FIFA.



La déléguée de l'UGSEIN, NIGER, Mariko Salamatou indique la présence de son organisation à la discussion de DDP, le 20 mai 2009 Photo: StreetNet

Session du Conseil International de StreetNet: Nouveau trésorier élu

La session du Conseil International a eu lieu du 21 au 22 mai, 2009 à Durban. Le président de Streetnet n'a pas pu y participer à cause de son mauvais état de santé. La vice-présidente Clarisse Gnahoui d'USYNVEPID, Benin, a présidé la réunion.

La réunion a adopté le plan d'action de trois ans pour Streetnet International. 2009 – 2011.

Beauty Mugijima, ZCIEA, Zimbabwe, a été élue au poste de trésorière à l'interim. Le poste était ouvert, puisque l'affiliée Kenyane, KENASVIT, avait retiré son membre Theresa A' kongo qui a été élue à un poste au Congrès de StreetNet.



FUTJOPOCIF, République Dominicaine, joint StreetNet en tant que nouvel affilié

FUTJOPOCIF est une fédération de travailleurs en République Dominicaine. Elle rassemble des travailleurs indépendants dans les macro, micro et petites entreprises, par exemple, les chauffeurs, les travailleurs du bâtiment, les vendeurs de rue et de marché, les travailleurs domestiques, les coiffeurs, les travailleurs de l'agriculture et du métal, etc. Notre secrétaire général, Juan Jimenez et une équipe composée d'hommes et femmes qui travaillent au sein de l'organisation sont en train de l'organiser.

Nos buts et objectifs

- Défendre les droits et intérêts des travailleurs de l'économie informelle et des travailleurs autonomes, des Dominicains et immigrants.
- Mettre en place des moyens visant à créer une prise de conscience publique aux niveaux national et international, sur les états de faits qui s'opposent aux intérêts des travailleurs de l'économie informelle, particulièrement à ceux de nos membres.
- Faire grève pour obtenir l'amélioration des

conditions économiques, sociales, morales, et culturel de nos membres.

Notre organisation

Nous regroupons 37 organisations dans les diverses provinces du pays, et à l'étranger dans la République sœur de Haïti. Nous sommes représentés dans les villes principales de la République Dominicaine: Santo Domingo (capitale), Santiago, San Pedro, Barahona et Puerto Plata.

Nous apportons de la formation aux travailleurs, institutions communautaires et de base, et organisons également les travailleurs populaires et la population en général. Notre institution inclut plusieurs projets socio-économiques parmi ses membres, dont une coopérative (COOP – FUTJOPOCIF) et la Fondation FUTJOPOCIF, qui œuvre pour le développement de ses membres et affiliés. La majeure partie de notre travail consiste à éduquer, former et préparer nos membres pour leur permettre d'améliorer leurs performance professionnelles et accéder à de meilleures conditions de vie pour eux et leurs familles.

Les priorités sont: enseigner le droit du travail, et dénoncer les atrocités et les abus commis contre nous dans les Institutions internationales telles que l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et l'Etat.

Nous avons conclu un accord avec la fédération haïtienne UACSH, pour développer un réseau regroupant les organisations de travailleurs immigrants dominicains informels. Cet accord est en passe d'être élargi aux pays des Caraïbes et d'Amérique Latine. Cet accord passé avec les frères et sœurs de la République de Haïti vise à coordonner, instruire et organiser les travailleurs en République Dominicaine et Haïti.



Membres de FUTJOPOCIF

Photo: StreetNet



FOTSSIEH, Honduras, joint les rangs de StreetNet

Formation de FOTSSIEH

FOTSSIEH (Federación De Organizaciones De Trabajadores Y Trabajadoras Del Sector Social E Informal De La Economía De Honduras), est le résultat de la croissance rapide des travailleurs autonomes – hommes et femmes – dans l'économie informelle du Honduras. Cet état de fait est dû à l'émergence d'enclaves (*maquileros*) et à l'échec de la réforme agraire.

De là a commencé un processus d'organisation sociale dans lequel des efforts ont été déployés en vue de représenter le secteur, qui était dispersé et ne donnait pas une vision claire des revendications et incluait des associations, des syndicats, des coopératives, des centres commerciaux, des administrations, des associations de femmes au foyer et d'autres organismes de moindre importance.

Le Sindicato Unico de vendedores Autenticos Nacionales de Honduras, SUVANH (Union des Vendeurs Nationaux Authentiques de Honduras) a été fondée en 1985 avec une vision de classe mais indépendante des partis politiques et de l'influence politique conservatrice. Nous avons cassé le mythe selon lequel seulement les travailleurs ayant un employeur pourraient devenir un syndicat. Les organisations ont promu la formation et la constitution de la 'Federación de Organizaciones y Trabajadores y de Trabajadoras del Sector Social e Informal de la Economía de Honduras' FOTSSIEH (Fédération des Organisations et Travailleurs de l'économie du secteur de Honduras), qui a été formée le 21 mars 2001. FOTSSIEH regroupe 42 organisations sociétaires de base, avec approximativement 48 000 membres du secteur informel enregistrés, des travailleurs autonomes qui appartiennent aux secteurs des services, industrie et commerce.

Pourquoi et avec quel but nous avons été formés?

FOTSSIEH est né de la désorganisation des organisations dans l'économie du secteur informel, du manque de stratégie commune de défense des droits, de l'invisibilité du secteur, du manque de direction et du manque de vision juridique, et a été mû par le sentiment d'appartenir à la classe ouvrière et le besoin de lutter pour la protection des droits des travailleurs. Sa naissance a représenté la concrétisation de nos objectifs d'œuvrer pour l'unité des travailleurs dans le secteur, pour renforcer la capacité et l'influence du syndicat au

niveau du gouvernement local et national et pour encourager la reconnaissance du statut juridique des travailleurs autonomes comme sujets devant la loi.

Objectifs

Les objectifs de la fédération sont:

- Indépendance politique;
- Promotion de l'unité économique et organisationnelle pour défendre les objectifs communs avec les autres organisations de travailleurs;
- Amélioration des conditions de vie;
- Renforcement des processus organisationnels;
- Etablissement d'une alliance au niveau de L'Amérique centrale et des Caraïbes.

Révendications politiques

La fédération a défendu le droit de travailler, le droit à un espace décent, le droit au logement, la gestion économique, le droit à bénéficier d'une aide juridique, la parité et a participé aux mouvements de protestation pour revendiquer nos droits.

Relations

FOTSSIEH est affilié à CUT - Honduras. (Confédération des syndicats de travailleurs de Honduras); nous sommes aussi affiliés à StreetNet. Nous sommes co-fondateurs et membres du réseau SEICAP et avons des relations avec des institutions telles que la Fondation Paix & Solidarité et INTERVIDA basée à Barcelone, Espagne.



SUVANH donne naissance à FOTSSIEH en 2001

Photo: FOTSSIEH

ASSOVACO, nouvel affilié de StreetNet, originaire de l'Est de la RDC

Par Jacqueline Kasunzu et Abigael Bitondo Aimée, ASSOVACO, RDC

L'Association des vendeurs ambulants au Congo est une jeune association qui a vu le jour vers 2007 suite à un constat et une prise de conscience des vendeurs ambulants sur leur vie et leur carrière. Son siège provisoire se situe à Uvira (Territoire d'Uvira, province du Sud-Kivu à l'Est de la RDC). L'association est dirigée par Jacqueline Kasunzu, elle-même vendeuse ambulante de carrière, secondée par Mme Abigael Bitondo Aimée, une activiste de carrière en matière de défense des droits de l'Homme.

L'ASSOVACO, compte un grand nombre d'hommes parmi ses membres et beaucoup jouent le rôle de conseillers et chefs de secteurs et de cellules. L'association ASSOVACO est active dans le Territoire de Fizi, Uvira, Walungu, Kabare, dans les villes de Bukavu et de Goma.

Les vendeurs ambulants membres d'ASSOVACO sont plus de 650, la porte restant encore ouverte aux nouveaux adhérents; ils sont répartis en secteurs organisés: boutiquiers (dépôts), vendeurs de marché, de rue; le secteur à son tour est subdivisé en cellules organisées: produits agricoles, habits usagés, chaussures, produits de la pêche, produits laitiers, produits d'import-export transfrontaliers, boucherie... Les emplacements sont en général organisés par secteur: secteur du marché Mulongwe, secteur du marché kalimabenge...

La vie des vendeurs ambulants

L'activité des vendeurs ambulants ici chez nous en RDC est en rapport avec le contexte socio-économique politique socio-économico-politique du pays. Le sous-emploi, la détérioration du secteur formel (sous emploi), les guerres à répétition avec leurs conséquences, l'abandon des enseignants par le gouvernement, obligeant les parents d'élèves à assurer leur paiement, ont poussé beaucoup de congolais à devenir des vendeurs ambulants et la grande majorité d'entre-eux sont des femmes. Ex: Une femme, pour subvenir aux besoins de sa famille lorsque son mari est au chômage, n'a d'autre choix que de devenir vendeuse ambulante. D'autres femmes, tenant le rôle de chefs de ménage parce que veuves ou abandonnées par leur mari, deviennent vendeuses de rue pour

subvenir aux besoins de leurs enfants. D'autres le deviennent simplement parce qu'elles n'ont pas d'autre choix; leur niveau scolaire n'étant pas suffisant pour leur assurer un emploi, elles deviennent vendeuses de rue pour survivre.

Ces femmes, qui sont en majorité analphabètes, et ne reçoivent aucune aide ni encadrement formel, disposant d'un capital médiocre ou emprunté; jouent un grand rôle dans le domaine économique (elles payent des taxes, participent à la circulation des biens,...) dans le domaine social (en répondant aux besoins de la famille, en entretenant un mari chômeur); dans le domaine éducatif (elles envoient les enfants à l'école); dans le domaine sanitaire (elles prennent en charge les dépenses de santé de toute la famille). En bref elles contribuent au développement du secteur. Le gouvernement devrait accorder une attention toute particulière aux vendeurs ambulants, dans la mesure où ils jouent un rôle essentiel. Malheureusement à Uvira il n'y a pas d'infrastructure commerciale pour la vente, et le stockage des produits. Il n'y a pas de marché. L'administration publique a lancé l'opération "Ville propre", dont l'objectif est de nettoyer la ville. Cette opération vise à éradiquer toute activité de vente sur la route principale. Aucune consultation n'a été entreprise avec les parties prenantes. C'est notre déf quotidien - l'instabilité pour les vendeurs de rue.

Aspect juridique et fiscalité

Les vendeurs ambulants en grande partie analphabètes n'ont aucune connaissance de la loi qui les régit. Pour eux l'essentiel est de trouver un capital soit en nature ou en espèce. Nous nous demandons s'il existe une loi quelconque régissant la vente de rue car nous ne voyons aucun signe de son existence. Tout ce que nous, ambulants, connaissons et subissons c'est la multiplication des taxes et services taxés. Il suffit de passer le mardi matin au parking de Mulongwe (Uvira) pour voir comment les percepteurs de taxes patrouillent dans le secteur.

L'ASSOVACO existe dans le but de prendre en charge ces problèmes, mais étant encore jeune et sans appui, l'association en appelle à l'aide autres organisations actives dans ce domaine. A ce titre nous remercions StreetNet International de son aide et soutien. Nous espérons qu'avec eux nous rencontrerons la solidarité nécessaire au renforcement de notre action et pourrions ainsi contribuer à améliorer les conditions de travail des vendeurs ambulants et de marché.



Membres d'ASSOVACO

Photo: ASSOVACO

Les partenaires de la Campagne VNMT se rencontrent pour élaborer un plan d'action

Après un certain nombre de contacts avec les municipalités hôtes de FIFA en 2007 et 2008, StreetNet a décidé d'organiser une deuxième réunion nationale de la Campagne Villes du Niveau Mondial pour Tous (VNMT, en Anglais, World Class Cities For All- WCCA), du 17 au 19 Mars 2009 à Johannesburg.

Cinquante-quatre participants venant de 31 pays ont participé à la réunion, cinq d'entre-eux étant des organisations de vendeurs de rue basées à Gauteng, KwaZulu Natal, Cap Occidental et Cap Oriental.

Les objectifs de la réunion étaient de réfléchir et de échanger des idées sur le développement de la campagne de VNMT depuis la campagne nationale de 2007 afin de commencer à développer un plan d'action pour le programme de la campagne VNMT en 2009 et 2010; de renforcer des alliances entre les partenaires de la campagne, de travailler ensemble en assurant un programme de campagne réussi et en engageant le programme sur le terrain et de se trouver un accord sur les prochaines étapes à suivre dans l'exécution de la campagne.

Le premier jour, le 17 Mars 2009, Pat Horn, Coordinatrice internationale de StreetNet, a accueilli tous les délégués et a présenté l'ordre du jour et les objectifs de la réunion. Les participants se sont présentés eux-mêmes d'abord, puis ont présenté leurs organisations et partagé certaines de leurs attentes concernant l'atelier.

Points forts de la discussion générale:

- Les CBDs sont en train d'être réarrangées et prévues non pour les résidents locaux mais pour les touristes;
- Nous avons besoin de travailler ensemble, de construire une alliance plus solide entre tous ceux qui sont affectés par 2010;
- Nous avons besoin de faire pression pour la mise en place d'une législation qui soit favorable aux vendeurs de rue;
- La préoccupation concernant le trafic de femmes et d'enfants pendant 2010;
- Réclamer le pouvoir et les espaces qui ont été perdu.

En général, les délégués ont exprimé un besoin fort de voir tous les partenaires de la campagne travailler ensemble, aussi bien qu'un désir d'établir une alliance plus forte entre les vendeurs de rue.

Le deuxième jour, l'atelier a discuté des considérations juridiques des lois et des règlements introduits pour l'accueil de la Coupe du Monde de la FIFA. L'atelier s'est divisé en trois sections différentes, où les participants ont reçu une vue d'ensemble du cadre juridique spécifique et ont répondu à une série de questions principales liées au cadre spécifique du travail. Les points forts de leurs discussions ont été présentés à la session plénière. Les trois sections légales différentes étaient: L'Acte et les mesures de règlements spéciaux de la FIFA; L'accord des Villes d'accueil; Le cadre d'accord de NEDLAC (qui exigerait que les villes d'accueil respectent les revendications de la campagne de VNMT).

Lors de la deuxième Session, les groupes ont commencé la planification de la campagne. La

session plénière a été divisée en différents groupes pour l'élaboration du plan d'action:

1. Campagne d'éducation et de mobilisation des partenaires sur le terrain.
2. Le suivi à apporter aux réunions préliminaires tenues avec les municipalités de Cape Town, Johannesburg, Nelson Mandela Metro et Mbombela.
3. Les nouveaux engagements à prendre avec les municipalités de Tshwane, Bloemfontein, Rustenburg et Polokwane.
4. Manifestations dans les rues de Durban, coordination des actions pour la municipalité de Durban: piquets de protestation, occupation de nuit, distribution de tracts, et autres actions.
5. Forum National des villes d'accueil et engagements des provinces.
6. Tendre vers un accord dans le cadre de NEDLAC
7. Stratégies pour 2009 pour la Coupe de la Confédération.
8. Stratégies pour 2010 sur les parcs à supporters et les lieux de projections publiques.
9. Journée nationale d'action.

Le dernier jour, un groupe a été désigné pour élaborer le plan de campagne de VNMT et le programme d'exécution, qui a été présenté et ensuite adopté par les délégués.

Résumé des priorités à court terme

- Suivi avec trois des municipalités d'accueil et prise de nouveaux engagements avec quatre municipalités avec lesquelles nous ne sommes pas encore entrés en contact.
- Manifestations des vendeurs de rue à Durban, où la demande adressée par VNMT de réunion et consultation avec la municipalité est restée sans réponse.
- La construction dans chaque ville accueillante des structures de représentation de VNMT, dont l'établissement du comité de coordination national.
- Faire pression sur NEDLAC pour signer l'accord avec LOC. Puis engager les municipalités et la LOC afin d'assurer le suivi de la conformité des villes d'accueil avec NEDLAC.
- Aborder la question de la xénophobie – suggérer que la campagne publicitaire de LOC consacre un temps et un espace aux problèmes de xénophobie.
- Renforcer les rapports entre le comité directeur de VNMT et les fédérations TU dans la SADEC.

A long terme, les participants ont exprimé une exigence demandant que la campagne de VNMT pressione les municipalités pour que les conditions de travail soient améliorées pour les vendeurs de rue (c.-à-d. qu'ils bénéficient de parapluies, chariots, espace de stockage sécurisés, services de garderie pour les travailleurs informels, etc.) avec l'appui des partenaires de la campagne. Un appel pour la mise en place d'une législation favorable et pour l'adoption de règles concernant les vendeurs de rue après 2010 doit être lancé afin que les facilités locales, aires et infrastructures mises en place continuent à profiter au secteur informel.

Source : Résumé de rapport de VNMT et de programme de VNMT du plan de 2009. <http://www.streetnet.org.za/WCCAcampaignpage.htm>

Les Cambistes de la Plaza España expulsés par les propriétaires du Supermarché

Pedro Ortega, Nicaragua, Mai 2009: Plus ou moins **25 hommes et femmes qui s'occupent du change de monnaie**, ont été victimes de la décision prise par la Direction du Supermarché qui leur interdit de faire leur travail sur le parking du centre, situé à la Plaza España. Les cambistes étaient soutenus par leurs collègues de la Fédération des Cambistes du Nicaragua et le Front National des Travailleurs, qui **protestaient contre l'action prise en utilisant des pancartes et affiches pour informer les clients qui entraient dans le supermarché. "Les agents de la sécurité, sous les ordres de la Direction du Supermarché, nous ont expulsés et nous ont laissés sur la rue, nous empêchant de travailler"** a dit Orlando Jose Mercado Mendoza, Secrétaire du Syndicat des Cambistes de Managua. Mercado Mendoza a dit **qu'il y a 350 cambistes à Managua qui sont logés dans 17 lieux différents. C'est à Plaza España seulement qu'on les empêche de travailler. Au niveau national, il y a plus de 800 cambistes au Nicaragua.** Photo: CTCP



Inde – Conférence des femmes vendeuses de SEWA

Indore, 8 mars, 2009. A l'occasion de la journée des femmes, 400 femmes vendeuses des Districts de Dhar, Khandwa, Ujjain, Dewas et Indore se sont rencontrées pour célébrer et élever leurs voix. La Présidente de SEWA Madhya Pradesh, Shikha Joshi a tiré l'attention sur le plan du gouvernement de Madhya Pradesh pour l'établissement des zones de vente. Elle s'est plainte qu'aucune attribution n'avait été faite. Elle a dit que d'autres arrangements sur les vendeurs comme la recherche des vendeurs, enregistrement, cartes d'identité, enregistrement, zones et les sociétés colporteurs des zones, ne sont pas proprement mis en application. Après la réunion, les femmes ont pris le mémorandum au Maire. Leurs demandes incluaient la question de permis des vendeurs de rue, arrangement de sécurité sociale pour tous les vendeurs et la construction immédiate des zones de colporteurs.

Source: footpath ki aawaz, avril 2009

Projet de recherche de WIEGO sur "l'impact de la crise économique mondiale sur les travailleurs informels"

Par Monica Garzaro, StreetNet International, Organisatrice de l'Afrique Australe et de l'Est et Amérique Latine

L'organisation sœur WIEGO coordonne les efforts déployés par ses partenaires globaux dans le cadre du projet des **Villes Inclusives** visant à dépister l'impact de la crise économique mondiale sur les pauvres travailleurs urbains de l'économie informelle.

L'étude rassemble les preuves et prend en compte des travailleurs issus de trois secteurs professionnels différents dans 11 différents pays à travers trois régions, l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie.

StreetNet et ses affiliés ont été invités à participer à cette étude. Dans la région méridionale et de l'Est de l'Afrique deux affiliés ont été choisis pour participer à cette recherche:

- MUFIS (Syndicat du Secteur Informel au Malawi); et
- KENASVIT (Alliance nationale des commerçants informels du Kenya).

En Amérique latine, une organisation a été choisie (il est possible d'élargir la recherche afin d'en inclure d'autres):

- FEDEVAL (Fédération départementale des vendeurs de rue de Lima, Pérou).

La partie initiale du projet consistera en des discussions en groupes afin de rassembler les informations de base; 10-12 vendeurs de rue et de marché seront impliqués en tant que représentants du secteur dont 50 % devraient être des femmes.

Une fois l'information recueillie, WIEGO compilera et analysera les derniers résultats.

L'objectif est de rendre compte de la crise financière globale et de mettre en évidence la nécessité de créer des politiques sociales appropriées.

Le rapport final sera disponible à

www.Inclusivcities.org en juillet 2009. Restez informés sur l'impact de la crise sur l'économie informelle sur le site web de WIEGO: www.WIEGO.org/about_ie/ie_news.php.

Correction: Légende a la page 8 du No 15 mars 2009. La personne apparaissant sur la photo de l'atelier de StreetNet – SATTUC était Rebecca Mbasela d'AZIEA, Zambie et pas Lucia Gladys Matibenga comme indiqué dans la légende.